

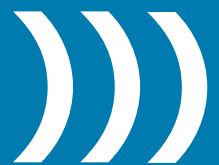


Dans un paysage éditorial bouleversé par la concentration et l'offensive idéologique de l'extrême droite, l'analyse de **Jean-Yves Mollier** fait figure de repère. L'historien décrypte ici la portée politique des écrits publiés en France et les stratégies qui redessinent le milieu de l'édition.

---

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DIEGO CHAUVET  
diego.chauvet@humanite.fr  
PHOTOGRAPHIES : AYOUB BENKARROUM  
POUR « L'HUMANITÉ MAGAZINE »

« LE LIVRE RESTE  
UN INSTRUMENT  
IDÉOLOGIQUE  
PRÉCIEUX »



# LA RENCONTRE

JEAN-YVES MOLLIER

**H**istorien majeur du livre et de l'édition, Jean-Yves Mollier a consacré sa carrière à décrypter les rapports de pouvoir qui traversent l'espace éditorial, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Son œuvre fait autorité pour comprendre comment se façonnent les empires médiatiques et comment se redessinent aujourd'hui, sous l'effet de l'extrême droite et des grands groupes, les équilibres du monde du livre. Dans cet entretien, il éclaire ces bouleversements avec la rigueur qui a marqué toute sa carrière, et souligne les limites de l'offensive des milliardaires sur l'opinion et notre libre arbitre.

## **Dans un paysage dominé par les réseaux sociaux et l'instantanéité de l'information, le livre a-t-il encore une place dans la bataille des idées ?**

En France, oui, et c'est même une singularité forte. Le pouvoir symbolique du livre demeure, même si ses ventes reculent. Tous les responsables politiques s'affichent encore avec un livre, ce qui n'existe ni aux États-Unis ni en Grande-Bretagne. Cette force symbolique explique que Vincent Bolloré ait voulu contrôler une maison comme Fayard : le livre reste un instrument idéologique précieux.

## **D'où vient cette puissance singulière du livre en France ?**

Elle naît au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec les Lumières. Les œuvres de Rousseau et de Voltaire ont donné à la France une réputation littéraire mondiale. Les enterrements d'Hugo et de Zola, suivis par des foules immenses, montrent la place unique de l'écrivain dans la vie publique. En France, les écrivains ont porté les grandes causes : Calas, Dreyfus, l'engagement sartrien. Ailleurs, ces figures existent, mais isolément. Ici, c'est une tradition collective.

*« Bolloré édifie un groupe de médias au service d'une orientation politique, quitte à accepter des pertes massives. »*

## **Quand commence la conquête du monde de l'édition par l'extrême droite ?**

Dans les années 1930, l'extrême droite agit surtout dans la presse : François Coty (parfumeur et industriel - NDLR) rachète « le Figaro », Fayard accueille « Candide » et « Je suis partout ». L'Action française a son journal, mais aucun empire structuré comparable à celui mis en place par Vincent Bolloré aujourd'hui. La seule véritable puissance médiatique d'avant-guerre est Jean Prouvost, mais il reste un homme de droite classique. En 1985, Rémy Montagne fonde le groupe Média-Participations dans une logique catholique militante ultraconservatrice, mais son fils abandonne dix ans plus tard cette orientation. Rien de tout cela ne préfigure l'ampleur de ce que fera Bolloré. Avant lui, aucun industriel n'a cherché à aligner l'ensemble de ses médias sur un projet idéologique. Jean-Luc Lagardère, souvent cité en parallèle, n'a jamais instrumentalisé Europe 1, « Paris Match » ou les maisons d'édition du groupe Hachette. Il a toujours laissé ses éditeurs autonomes. La rupture apparaît avec Bolloré : il veut faire fonctionner un groupe intégré au service d'une orientation politique, quitte à



accepter des pertes massives. C8 perd des dizaines de millions, CNews accumule les amendes, Fayard affiche près de 1 million de pertes en 2024. Cette logique n'est pas économique, mais idéologique.

**Avec Bolloré et Stérin, existe-t-il aujourd'hui un véritable pôle éditorial d'extrême droite, ou seulement des initiatives dispersées ?**

On ne peut pas parler d'un pôle cohérent. En revanche, il existe bien des projets. Votre journal a montré que Pierre-Édouard Stérin avait conçu son propre programme, appelé Périclès, et il ne s'en cache plus. Il explique qu'il fait ce qu'il veut de son argent, et que c'est son choix. Du côté de Stérin, comme de Bolloré, et probablement d'autres chefs d'entreprise plus discrets, on observe une volonté de favoriser une prise de pouvoir par les droites. J'insiste sur le pluriel. La déclaration récente de Laurent Wauquiez en est une illustration. Il annonce que « Les Républicains » ne voteront jamais pour LFI, n'appelleront pas à voter blanc ou à s'abstenir, mais soutiendront systématiquement le candidat le mieux placé, qu'il soit de droite ou d'extrême droite. Nous sommes donc dans une convergence assumée d'intérêts. Si l'on regarde les sondages, ces droites rassemblent environ deux tiers de l'électorat.

**Vous avez écrit dans « Le Monde » que Vincent Bolloré a voulu faire de Fayard une « savonnette à vilain ». Que voulez-vous dire ?**

C'est un procédé de l'Ancien Régime. Il s'agit de rendre présentables ceux qui ne le sont pas, de « laver » les auteurs que Bolloré souhaite promouvoir. Et Fayard offre, pour cela, un capital symbolique immense. Il faut rappeler ce qu'était Fayard, sous Claude Durand, pendant près de trente ans, puis sous Olivier Nora et Sophie de Closets. C'était l'une des maisons les plus prestigieuses en sciences humaines et sociales, au même niveau que Gallimard. C'est précisément cette aura qui intéresse Bolloré. Il ne voulait pas créer ex nihilo une structure dédiée à Zemmour, Bardella ou de Villiers, mais utiliser une maison installée, reconnue, respectée. Bourdieu aurait parlé de capital symbolique. Ce capital sert ici de tremplin pour donner une légitimité supplémentaire à leurs auteurs.

**Et pour l'instant, est-ce un succès ?**

Sur le plan quantitatif, incontestablement, si l'on en juge par les ventes. Sur le plan qualitatif, en revanche, on ne peut pas parler d'une reconnaissance littéraire. Ils demeurent, et c'est normal, des hommes politiques qui publient des livres po-

*« L'immense capital symbolique de Fayard est utilisé pour rendre présentables des auteurs d'extrême droite. »*

litiques. Il faut aussi mentionner un cas assez révélateur. Un député de La France insoumise a accepté un contrat de Lise Boëll. Il s'agit d'Aurélien Taché. Aucun éditeur ne voulait de lui. Lise Boëll y a vu un intérêt évident, celui de donner l'illusion d'une diversité éditoriale. On voit aussi surgir d'autres signatures, comme Éric Naulleau, omniprésent chez Fayard, et quelques nouveaux profils.

**Comment ce bouleversement est-il vécu dans les milieux académiques et éditoriaux concernés ?**

Très mal. Les auteurs académiques publiant chez Fayard sont profondément inquiets. Nous réfléchissons à une action collective pour faire évoluer la législation. À l'image de ce qu'ont obtenu les journalistes de « Libération » ou du « Monde », il faudrait que la loi reconnaisse aux auteurs qui ont construit le capital symbolique d'une maison le droit de s'opposer à son détournement. Cela supposerait de protéger l'orientation éditoriale contre une instrumentalisation idéologique. C'est juridiquement complexe. En droit, l'auteur cède sa propriété littéraire à l'éditeur jusqu'à sa mort et soixante-dix ans après. Mais, dans la pratique, un éditeur a beaucoup de mal à refuser à un auteur la reprise de ses droits. Nous cherchons un dispositif qui nous redonne une capacité d'action.

**Dans la presse, la clause de conscience donne une protection aux journalistes. Mais on a vu qu'avec Bolloré l'argent permet de contourner tout cela. Pour les maisons d'édition, faut-il imaginer autre chose ?**

C'est l'envers du statut de la presse. À Europe 1, les journalistes ont utilisé la clause de conscience pour partir, alors qu'ils auraient pu se battre pour rester. Je ne juge personne mais, en partant, ils ont laissé l'actionnaire totalement libre. Pour l'édition, nous ne voulons pas de ce scénario. À défaut, nous voulons au moins récupérer nos droits, mais l'idéal serait de pouvoir nous opposer à une orientation éditoriale contraire à l'histoire de la maison, même si Bolloré en reste propriétaire. Et il ne s'agit pas »

# LA RENCONTRE

JEAN-YVES MOLLIER

» de censurer Bardella, Zemmour ou d'autres. Ils ont le droit d'être publiés, mais pas dans une maison de sciences humaines. On voit d'ailleurs aux États-Unis un modèle plus sain. Hachette Book Group a créé deux nouvelles maisons pour publier des auteurs pro-Trump, au lieu d'utiliser ses labels prestigieux. Si Bolloré avait procédé ainsi, il n'y aurait eu aucun problème. Un groupe peut parfaitement créer une structure dédiée aux auteurs politiques. Ce qui pose problème, c'est d'utiliser le capital symbolique patiemment construit par d'autres pour rendre présentables des auteurs d'extrême droite.

## **Est-ce CNews et ces maisons d'édition qui façonnent l'opinion, ou l'opinion était-elle déjà prête à les accepter ?**

La réponse se trouve dans la dialectique, au sens hégéliano-marxiste. La société française a changé en profondeur : elle est aujourd'hui beaucoup plus droitiste, comme l'ont montré les élections de 2024. La gauche et les syndicats mobilisent difficilement, même si un choc majeur – comme l'attentat contre « Charlie Hebdo » – peut encore provoquer un sursaut massif. Rien n'est jamais figé. Dans ce contexte, il serait faux de penser que CNews façonne seule l'opinion. L'époque de l'ORTF est terminée : depuis 1981, le paysage audiovisuel s'est fragmenté. Avec environ 10 % de part d'audience, CNews influence, mais reste très loin des 50 % qui permettaient autrefois d'imprimer une ligne idéologique. La chaîne pollue le débat, c'est évident, mais il faut manier avec prudence l'idée d'aliénation. Le téléspectateur n'est pas une éponge devant un écran. CNews cherche bien à installer une vision du monde et à conforter des préjugés. Tout dépend de l'interprétation.

## **Dans cet écosystème où se mêlent édition et droitisation de la société, le livre reste-t-il un espace de résistance ? Quelles marges d'action demeurent pour les éditeurs, les libraires, les intellectuels ?**

Il suffit de regarder la réalité. Malgré l'hyper-concentration, la France compte encore entre 3 000 et 4 000 éditeurs indépendants, souvent très petits, parfois fragiles, certains travaillant presque bénévolement, d'autres avec une poignée de salariés. Ils continuent pourtant à proposer des livres de réflexion. C'est chez eux que se loge la plus grande diversité, ce que l'on appelle aujourd'hui la bibliodiversité. En sciences humaines et sociales, on trouve une offre extraordinairement large : sociologie, psychologie, anthropologie, économie, sciences politiques. Les tirages sont modestes, mais la production est vivante. Et même parmi les grands groupes, cer-



« Malgré l'hyper-concentration, la France dispose encore de 3 000 à 4 000 éditeurs indépendants. »

tains catalogues restent solides. Gallimard continue à offrir des espaces de réflexion dans plusieurs de ses collections. Leurs livres d'histoire, d'économie ou de sciences humaines tiennent parfaitement la route. Je suis en désaccord total avec Thierry Discepolo, qui voit dans la concentration du capital un mal absolu. Avant de juger, il faut regarder les catalogues. Je ne suis donc pas pessimiste. Le vrai problème, c'est la visibilité. Un million de titres sont disponibles en France. La plus grande librairie, Mollat, en expose 150 000. Une librairie ordinaire en montre 30 000. Les grands groupes, grâce à leur puissance de diffusion, occupent mécaniquement l'espace et laissent peu de place aux autres. L'enjeu, pour les petits et moyens éditeurs, est d'exister dans cet environnement saturé. Pourtant, certains auteurs très marqués à gauche réussissent à percer grâce à la force de leur analyse. Thomas Piketty, comme Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon avant lui, occupe un espace intellectuel très difficile à contester. Les Pinçon-Charlot ont montré que la seule classe véritablement consciente d'elle-même aujourd'hui est la grande bourgeoisie. Ce n'est pas une nouvelle réjouissante, mais leur démonstration tient. Quant aux 5 millions d'ouvriers, s'ils avaient conscience pleine et entière de leur condition, nous ne serions pas en train de tenir ce débat. ●